

La fin du modèle européen ?

Entretiens de l'Association Française de Science
Économique

L'économie politique des réformes économiques en
Europe et en France

Sénat, 20 février 2007

Bruno Amable
Université de Paris I Panthéon - Sorbonne,
CES MATISSE et CEPREMAP

Difficultés à penser les réformes comme un processus politique

- L'argumentation la plus répandue est approximativement la suivante:
 - Cela ne peut plus durer, il faut faire quelque chose !
 - Les réformes, c'est bien !
 - Certains s'y opposent, c'est mal !

L'argumentation la plus répandue : il y a des oppositions aux réformes parce que... (1)

- Cela remet en question des intérêts en place
 - Présupposé: il est juste et bon de les remettre en question
 - *quid* des intérêts en faveur des réformes, pourquoi seraient-ils plus « légitimes » que ceux opposés aux réformes ?
 - Pourquoi ne pas prêter aux partisans de la réforme le même degré de malignité qu'on attribue si généreusement à ses opposants ?

L'argumentation la plus répandue : il y a des oppositions aux réformes parce que... (2)

- Les agents ne sont pas capables de comprendre leur intérêt
 - Ils sont trompés par les intérêts en place
 - Ils pourraient aussi l'être par les partisans de la réforme (voir point précédent)
 - Ils ne sont pas suffisamment « rationnels » pour saisir toutes les subtilités de la courbe en J
 - Peut-être, mais pourquoi les partisans des réformes le seraient-ils systématiquement plus que les opposants ?
 - Pourquoi l'agent économique qui calcule l'opportunité d'acheter son pain à la boulangerie du coin en optimisant intertemporellement dans l'incertain deviendrait-il subitement un demeuré dès qu'il s'agit de réformes ?

Principes de méthode

- Prêter un certain degré de rationalité aux agents
- Concevoir les institutions comme des compromis provisoires à un conflit politique qui reste sous-jacent
- L'analyse du changement institutionnel impose d'intégrer la logique politique dans l'analyse économique

La validation politique des structures sociales...

- ...dépend du rapport entre l'évolution des attentes sociales et les conditions de leur satisfaction
- ...n'implique pas la dissolution des contradictions consubstantielles à la différenciation des sociétés modernes
- ...exige que la contestation soit intégrée dans une position minoritaire dans l'espace de la représentation politique et/ou maîtrisée par l'usage de la violence légitime
- ...est une condition strictement nécessaire à la viabilité d'une organisation sociale

Le critère de viabilité d'un modèle est politique

- Le conflit social est régulé lorsqu'un nombre suffisant d'acteurs sociaux estime que la configuration socio-économique existante correspond à leurs attentes
- La condition de viabilité d'un modèle est donc politique et non pas « économique »
- L'efficacité économique n'intervient sur la régulation du conflit social qu'au travers de son influence sur les conditions de satisfaction de la demande politique

La régulation du conflit est le résultat (éventuel) de l'interaction entre trois sphères

- la traduction des intérêts socio-économiques en attentes sociales : *l'idéologie*
- les règles du jeu social : *les institutions*
- la fixation des choix collectif : *la médiation politique*

L'idéologie

- L'idéologie joue à deux niveaux :
 - dans la perception qu'ont les acteurs de leurs intérêts respectifs
 - sur la séparation entre les attentes dont on considère qu'elles devraient être protégées par les choix collectifs et celles qui restent dans le domaine du risque « privé »

Les institutions

- Les institutions – règles du jeu social – délimitent et structurent à la fois l'espace de la concurrence entre les attentes sociales et celui de la création de l'offre politique
- La structuration à long terme de l'espace politique est le produit *non intentionnel* de l'institutionnalisation de compromis sociaux spécifiques.

La médiation politique

- La médiation politique – l'offre politique - sélectionne les demandes auxquelles fournir une réponse politique
- deux facteurs majeurs conditionnent la viabilité d'une stratégie de médiation politique.
 - les institutions délimitent l'espace de création de l'offre politique
 - les ressources que la médiation politique peut mobiliser pour satisfaire les attentes sociales sont limitées par les relations macroéconomiques

Le bloc social dominant

- Le conflit social est régulé si la puissance politique des groupes « satisfaits » par la médiation politique est suffisamment élevée pour fournir au système politique le soutien dont il a besoin pour se reproduire
- Les groupes socio-politiques qui se reconnaissent dans la stratégie politique gagnante forment le bloc social dominant

Une analyse positive des réformes structurelles

- « Une science empirique ne saurait enseigner à qui que ce soit ce qu'il *doit faire*, mais seulement ce qu'il *peut* et – le cas échéant- ce qu'il *veut faire*. »
(Weber, Essais sur la théorie de la science)

Réformes et transformation du modèle européen

- Les institutions du modèle européen reposent sur des compromis socio-politiques que le processus de réforme remet nécessairement en cause
- La stabilisation d'un nouveau modèle appelle l'établissement de nouveaux compromis, c'est-à-dire de trouver de nouveaux équilibres sociaux et politiques

« réformes indispensables » et modernisation

- disparition de la base sociale du modèle européen à la suite des évolutions de la société ?
- disparition des composantes de l'alliance sociale qui formait la base du compromis social-démocrate ?
- « révolution silencieuse » (Inglehart [1977]) : les générations préoccupées de valeurs matérialistes remplacées par des générations aux aspirations « post-matérialistes » ?
- Nouvelles technologies : redéploiement des relations sociales à travers le temps et l'espace ?
- Mondialisation : « distanciation » des relations sociales et apparition d'une société « post-traditionnelle » ?
- Individus entrés à une ère de « construction de soi » ?

« réformes indispensables » et modernisation (2)

- droits et responsabilités : réconciliation de l'autonomie individuelle avec l'intérêt de la communauté
 - en pratique : combattre le risque d'exclusion sociale en permettant aux individus un accès au travail rémunéré le plus facile possible
 - Conséquence : les institutions qui sont tenues pour constituer une séparation nette entre « *insiders* » et « *outsiders* » doivent être démantelées

« réformes indispensables » et modernisation (3)

- Les systèmes de protection engendrent une « culture de la dépendance »
- La politique sociale : « *welfare to work* » comme façon de promouvoir la réciprocité entre l'individu et la communauté
- « citoyenneté de l'offre » : la citoyenneté est un accomplissement et pas un statut ; elle est atteinte en participant au marché du travail et donc en subvenant à ses propres besoins matériels
- Il reviendrait à l'État de faire en sorte que les conditions soient remplies pour que les citoyens aient au départ une chance « équitable » de participer au marché du travail et prennent leurs responsabilités
- la protection sociale doit être réformée pour encourager la participation au marché du travail et rebâtir la société sur une *éthique* de responsabilité mutuelle, où les individus doivent « *recevoir ce qu'ils ont donné* » (Tony Blair)

Analyse empirique à partir de l'enquête ESS

- **Deux questions**
 - Le gouvernement devrait réduire les différences dans les niveaux de revenu
 - Les employés ont besoin de syndicats forts pour protéger leurs conditions de travail / salaires
- **cinq modalités de réponse :**
 - fortement d'accord ; d'accord ; ni en accord ni en désaccord ; en désaccord ; fortement en désaccord
- **Influence des clivages sociaux ? La position sociale et les risques et opportunités qui y sont attachés :**
 - le niveau d'éducation, le sentiment sur le revenu du ménage, la mobilité sociale (définie comme la différence entre le niveau d'éducation de la personne et le niveau d'éducation du père),
 - le fait d'avoir des employés sous sa responsabilité, savoir s'il serait difficile ou facile de monter sa propre affaire, être travailleur indépendant ou pas, être en CDD ou pas, la facilité de retrouver un autre emploi au moins aussi satisfaisant que l'ancien en cas de perte de ce dernier
 - Position professionnelle et qualifications, 27 catégories professionnelles : dirigeants, cadres, employés, du public, du privé etc.
 - sexe, âge, le fait d'être né dans le pays de résidence, le fait d'appartenir à une minorité ethnique, le lieu de domicile (depuis une grande ville jusqu'à une ferme isolée), la force du sentiment religieux.
 - variables indicatrices de secteur professionnel (60) et des variables indicatrices de pays

Résultats résumés des estimations sur données du premier round de l'ESS

proposition	Pour	Contre
<p>Le gouvernement devrait réduire les différences dans les niveaux de revenu</p>	<p>Age ; femme ; mobilité sociale ; être né dans le pays ; vivre difficilement avec le revenu actuel ; difficultés à monter sa propre affaire ; retraité ; cadre moyen de l'industrie ; employé non qualifié des services ; ouvrier ; employé subalterne du privé ou du public ; contrat de travail à durée déterminée ;</p> <p>Secteurs : santé ; éducation ;</p>	<p>Haut niveau d'éducation ; vivre confortablement avec le revenu actuel ; avoir des employés sous sa responsabilité ; facilité à monter sa propre affaire ; vivre de ses investissements ; dirigeant d'entreprise ; ingénieur ; cadre dans les services ;</p>
<p>Les employés ont besoin de syndicats forts pour protéger leurs conditions de travail / salaires</p>	<p>Femmes ; mobilité sociale ; né dans le pays ; handicapés ; vivre difficilement avec le revenu actuel ; difficultés à monter sa propre affaire ; employé subalterne dans les services ; employé subalterne du public ; ouvrier agricole ; contrat de travail à durée déterminée ;</p> <p>Secteurs : agro-alimentaire ; santé ; éducation ; automobile</p>	<p>Haut niveau d'éducation ; vivre confortablement avec le revenu actuel ; avoir des employés sous sa responsabilité ; facilité à monter sa propre affaire ; employé indépendant ; dirigeant d'entreprises ; ingénieur ; cadre du privé ; profession juridique ;</p> <p>Secteurs : autres services</p>

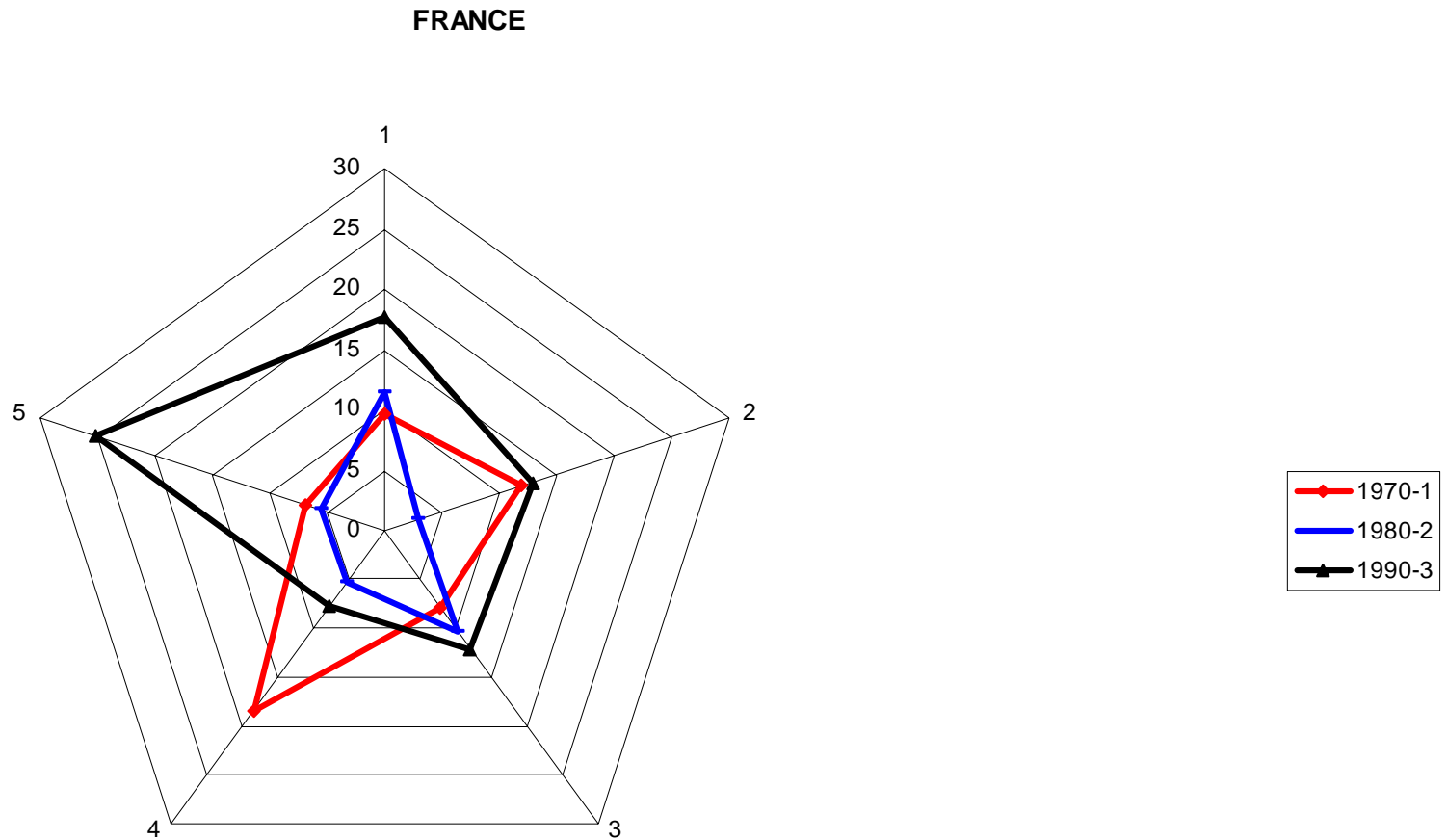
Offre politique

- Analyse des données (AFM) sur les manifestes électoraux
- 3 périodes par décennie, 3 décennies: 1970, 1980, 1990
- Permet d'analyser les positions des partis sur plusieurs (5) axes, ainsi que les évolutions des partis

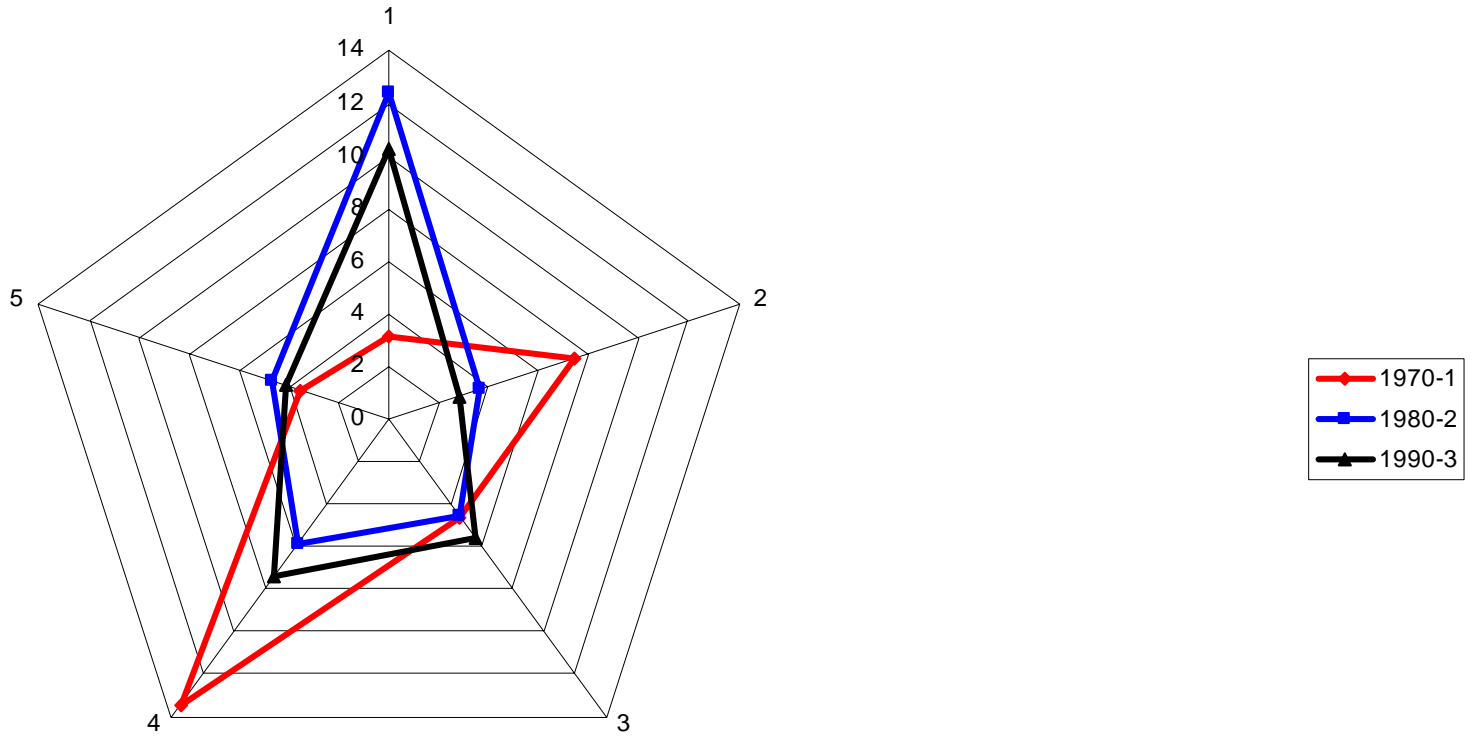
Les cinq axes

- 1. Gauche / droite : justice sociale / libre entreprise
 - principalement des thèmes économiques ; parfois l'armée et l'ordre
- 2. Internationalisme (et multiculturalisme) / autorité politique
- 3. « valeurs sociétales » (liberté, culture) / thèmes économiques
- 4. thèmes traditionnels / thèmes « nouveaux »
- 5. Contestation / préservation du modèle national

Polarisation de l'offre politique



GERMANY



- pas vraiment de disparition des bases sociales d'une politique de redistribution et de représentation collective des intérêts au profit de la « construction de soi » par l'intégration sur le marché du travail
- La position sociale des individus conditionne fortement leurs attentes sociales
- il est illusoire de penser que l'égalité des chances promise aux individus suffise à supprimer leurs attentes en matière de protection et de redistribution si jamais cela devait conduire à de grandes inégalités dans les résultats.
- le type de système politique et la nature des alliances sociales influent sur la façon dont ces demandes se traduisent dans les institutions ou les politiques publiques
- les oppositions partisanses sont loin d'avoir perdues de leur pertinence
- cette opposition s'interprète toujours bien en termes d'opposition droite/gauche dans la plupart des pays

Impact des effets partisans

- Analyse empirique pour 18 pays de l'OCDE, 1980-2003
- Impact de la position du gouvernement sur l'échelle gauche / droite sur l'évolution des systèmes de protection sociale
 - l'effet partisan influence significativement les évolutions des dépenses sociales tout comme la générosité du système de protection sociale
 - Soumis à des chocs économiques identiques, un gouvernement de gauche augmentera les taux de remplacement alors qu'un gouvernement de droite diminuera ces mêmes taux et fera entrer l'État social dans une dynamique de *retrenchment*

Impact d'une révolution conservatrice

- Quel serait l'impact de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement aussi à droite que l'était le premier cabinet conservateur en 1979 sur la taille du système de protection sociale et le niveau des taux de remplacement ?
- Impact sur le taux de remplacement très sensible.
 - Une diminution de presque 4 points de pourcentage par an.
 - 15 ans pour transformer un système de protection sociale très généreux comme celui de la Suède en un système libéral minimal du type « filet de protection »
 - Possible dans un système politique non strictement de type Westminster ?

Lisbonne

- Le processus de Lisbonne incarne les oppositions intra- et internationales sur les réformes et les transformations des modèles économiques
- Non pas une seule mais au moins deux visions de Lisbonne:
 - Techno / social-démocrate
 - Marché / néo-libérale
- Lisbonne 2 : tentative de réconcilier les deux positions par la « flexicurité » ?
- Flexicurité : probablement un équilibre institutionnel instable

- **La conception « troisième voie » du processus de Lisbonne conduit à un dualisme de la protection sociale...**
 - *« Il est peut-être temps d'une révision fondamentale de l'universalité des systèmes de sécurité sociale [...] Une telle révision devrait identifier la dualité dans la main-d'oeuvre entre le travail impliquant le « labeur » [...] et le travail impliquant la « satisfaction » [...] » (Soete [2005] p.12)*
 - *« Les travailleurs impliqués dans la première sorte d'activité considéreront [...] n'importe quel changement [...] comme une détérioration possible de leur qualité de vie et le rejetteront. Les travailleurs impliqués dans la deuxième sorte d'activité, que j'appellerais des travailleurs intellectuels, ont moins besoin de telles mesures sociales. [...] L'extension des droits sociaux aux travailleurs intellectuels apparaît dans cette perspective non seulement injustifiée, sapant la soutenabilité financière du modèle social européen, mais pourrait également expliquer le manque de dynamisme des travailleurs intellectuels en Europe. » (Soete [2005] p.13)*
- **... qui devrait mener à un État social minimal du type « filet de sécurité »**
 - *« Nous devons convaincre nos concitoyens européens que le changement fait partie de la vie et que la meilleure forme de protection de sécurité et d'emploi est le développement et la conservation des qualifications par un investissement actif dans la connaissance. » (Soete [2005] p.12)*
- **Une annonce de la rupture de l'alliance soutenant la protection sociale?**

La crise politique en France

- Guillaud et Palombarini [2006] : 1978-2002, la rupture des blocs à droite et à gauche
 - À gauche, la question de l'Europe (ou du modèle néo-libéral)
 - À droite, émergence d'une demande politique néo-libérale de la part des indépendants

Trois scénarios possibles

- Ils supposent tous une résolution particulière du dilemme flexibilité / sécurité
- Bloc de droite : recomposition en conciliant les attentes dérégulatrices des indépendants et celles de sécurité des salariés
- Bloc de gauche : en conciliant les attentes pro-européennes des classes moyennes avec les craintes de marche forcée vers le néo-libéralisme des classes populaires
- Bloc bourgeois : une alliance pro-européenne et flexicuritaire des classes moyennes et supérieures (public/privé) qui exclue les indépendants et les ouvriers/employés